



n° 46
décembre 2015



→ Quelles offres de formation pour les adultes migrants dans le canton de Vaud?

©STÖH GRÜNIG POUR CORREF

INTÉGRATION INFO

SOMMAIRE

Introduction	2-3
Une étude de l'EPER détaille le potentiel de main d'oeuvre des migrants	4
Retour sur les Assises de l'immigration	5
CORREF à Lausanne : un florilège de formations pour maîtriser les compétences de base	6
Le projet «Progredir» pour la formation professionnelle des femmes migrantes	7
UNIA : la formation comme moyen d'intégration sociale et professionnelle	8
Témoignage	9
Brèves	10-11
Agenda	12

ÉDITO



©BCI

Le 9 février 2014, le peuple suisse a exprimé son souhait de mettre un frein à l'immigration. Depuis, les propositions de mise en application de cet article constitutionnel – quotas, clause de sauvegarde, ou encore contingents pour les pays tiers – se sont succédé sans parvenir à obtenir un consensus. Dans cette période de flou une certitude demeure, en cas de fermeture des frontières, la Suisse devra trouver des alternatives pour répondre aux besoins de l'économie et du marché du travail.

C'est dans ce contexte que des voix s'unissent et se font entendre pour valoriser la main d'œuvre résidant en Suisse, notamment en facilitant l'entrée et le maintien sur le marché du travail des femmes, des seniors, des personnes admises à titre provisoire (livret F), ou encore des réfugiés. Alors que le marché du travail est de plus en plus demandeur de personnes hautement qualifiées, 600'000 personnes sont dépourvues de formation initiale – certificat fédéral de capacité (CFC) ou attestation de formation professionnelle (AFP). En l'utilisant à bon escient, ce potentiel pourrait couvrir une partie des besoins de l'économie.

Actuellement, le cadre légal permet aux adultes le souhaitant, d'obtenir une certification de base, notamment par le biais de la validation des acquis et de l'expérience. Cependant, cet arsenal législatif n'est pas suffisant pour lever les entraves à l'obtention d'un diplôme. Si l'on souhaite mieux valoriser les capacités de ces personnes, des mesures doivent être entreprises aux échelons cantonaux et fédéraux, ainsi que par les employeurs. Le BCI s'est d'ores et déjà engagé dans cette voie en organisant le 29 août 2015, en collaboration avec la Chambre cantonale consultative des immigrés (CCCI), les Assises de l'immigration sur cette thématique et poursuivra ce travail dans les années à venir.

Amina Benkais - Benbrahim, déléguée à l'intégration et cheffe du BCI.

Dans cette publication, le genre masculin est utilisé sans aucune discrimination, afin de faciliter la lecture.

Quelles offres de formation pour les adultes migrants dans le canton de Vaud?

Suite à la votation du 9 février contre l'immigration de masse et au vu du faible taux de natalité en Suisse, une pénurie de main d'oeuvre est à prévoir dans les années à venir sur le marché du travail suisse. Afin d'y remédier, les spécialistes de l'économie proposent, entre autres mesures, de mieux «exploiter le potentiel des travailleurs indigènes (suisse et étrangers)»¹ en les maintenant actifs et en améliorant leurs qualifications. En d'autres termes, il s'agit d'encourager la formation de base, professionnelle et continue des employés, notamment des personnes migrantes déjà installées en Suisse.

La Suisse, comme de nombreux pays, accueille et emploie en effet des personnes immigrées qui contribuent à pallier le manque de main d'oeuvre indigène et à garantir la prospérité économique du pays. Or, pour avoir accès au marché du travail suisse et y rester sur la durée, il convient de remplir un certain nombre de critères inhérents à celui-ci, tels que, par exemple, la maîtrise de la langue locale ou encore l'adéquation de la formation avec le travail effectué ou convoité. Bien souvent, la reconnaissance des compétences passe par une attestation de formation conforme au «système» et au marché du travail suisse. C'est ici que, pour les personnes migrantes, les choses se compliquent...

Tout d'abord, il faut savoir qu'il est difficile et onéreux de faire reconnaître une formation effectuée à l'étranger auprès de la Confédération, et ce en particulier pour les personnes provenant des Etats Tiers (soit hors espace UE/AELE). Dans bien des cas, les personnes migrantes se voient contraintes d'abandonner leurs titres, d'accepter un poste inférieur à leurs qualifications ou de recommencer à zéro.

Ensuite, les personnes récemment arrivées n'ont pas toujours le niveau de français, mathématique ou informatique nécessaire pour accéder aux offres de formation existantes. La priorité est alors mise sur

le fait de subvenir à ses besoins et d'apprendre la langue d'accueil, puis, dans un deuxième temps seulement, de se renseigner sur les possibilités de formation.

Enfin, il arrive aussi que ces personnes n'aient pas suivi de formation initiale dans leur pays d'origine, ce qui est également le cas pour les autochtones : «[En Suisse], les instruments permettant à des adultes de suivre une formation initiale existent. Et pourtant, un petit nombre seulement des 600'000 adultes sans formation initiale terminent une formation, alors que le nombre potentiel se situerait, selon les différentes études, entre 52'000 et 93'000 personnes »².

Or, si de telles offres existent, et si elles peuvent contribuer à faciliter l'insertion professionnelle et les conditions salariales d'un employé, pourquoi sont-elles si peu utilisées?

C'est la question que s'est posée le Secrétariat d'Etat à la formation (SEFRI) et qui l'a conduit à mandater l'Institut Travail.Suisse pour effectuer une recherche sur le sujet. Paru en 2014, le rapport final présente une série d'obstacles et de recommandations en vue d'encourager et de faciliter la formation des adultes. Les recommandations visent notamment à lever les barrières suivantes:

- Les informations sur le système et les offres de formation ne sont pas connues.
- Les femmes en particulier ne peuvent pas entreprendre une formation car il est difficile de concilier obligations professionnelles et familiales.
- Les moyens financiers sont limités et le système de bourses ou d'aide à la formation peu développé.
- Pour les personnes migrantes, les compétences de base requises au niveau de la langue, des mathématiques et de l'informatique ne sont parfois pas suffisantes pour accéder aux offres.

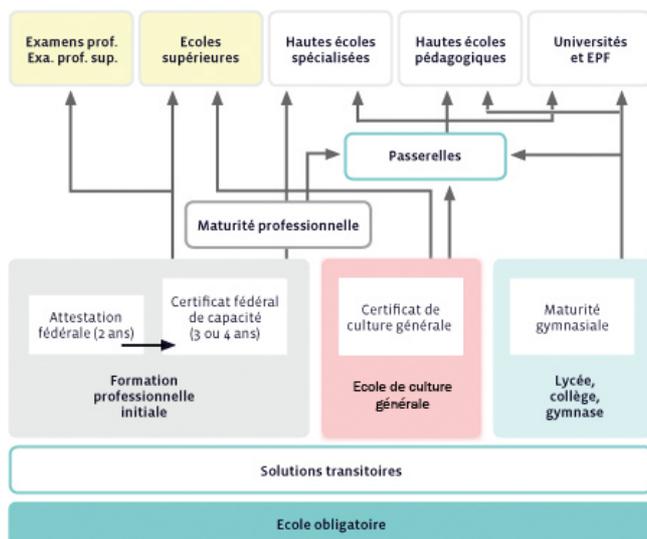
1 Conférence de presse du 8 janvier 2015 par les organisations faïtières de l'économie suisse

2 ZIHLER, Angela, «Offrir davantage de formation initiale aux adultes, repenser la formation continue», Travail.Suisse, mars 2014, p.3.

Ainsi, selon les dires des chercheurs, le défi à venir sera de réunir tous les acteurs concernés par cette thématique (institutions, employeurs, associations, syndicats) afin de mettre en œuvre une série de mesures très concrètes - campagne d'information, octroi de bourses d'études, formations modulaires et modulables, soutien aux employeurs, plateformes d'échanges etc - qui viendront compléter l'offre actuelle des cantons et améliorer l'accès aux différentes formations.

Et dans le canton de Vaud?

En ce qui concerne plus spécifiquement le canton de Vaud, l'offre de formation certifiante pour adultes est la suivante. Un adulte souhaitant entreprendre une formation professionnelle initiale a accès à l'offre ordinaire, soit effectuer un certificat fédéral de capacité (CFC) d'une durée de 3 ans, ou une attestation fédérale professionnelle (AFP : 2 ans). Pour certaines professions, le CFC peut être obtenu via le dénommé «Article 32» (admission directe à un examen final ou validation des acquis de l'expérience (VAE)). Suite à l'obtention d'un CFC, il est possible de continuer sa formation et d'effectuer une maturité fédérale: ce titre donne accès aux études supérieures (Hautes Ecoles et Universités), également accessibles dans certains cas sur examen d'entrée ou via des passerelles.



Bien que cherchant à satisfaire au mieux les besoins des personnes concernées, le système de formation vaudois comporte ses lacunes et difficultés d'accès, notamment pour le public migrant, et pour les raisons que mentionnent Travail:Suisse dans son rapport. Dès lors, de nombreuses structures insitutionnelles et associatives proposent des mesures d'information, de formation ou de coaching visant à expliquer et compléter ce système, notamment en termes de formation de base (français, mathématique, informatique).

En guise d'exemple, citons ici les centres régionaux de l'Office d'orientation scolaire et professionnelle (OCOSP) qui renseignent sur les possibilités de formation, le programme FORMAD piloté par le département de la santé et de l'action sociale (DSAS) et le département de la formation, jeunesse et culture (DFJC), les formations données par l'Etablissement vaudois d'accueil aux migrants (EVAM) ou encore les projets associatifs tels que Progredir (Unia - ECAP), MEM (EPER), etc.

Ce nouveau numéro du journal IntégrationINFO fait suite aux Assises de l'Immigration qui se sont tenues le 29 août dernier sur la même thématique: «Valoriser la formation et la qualification des adultes : le défi post 9 février». Il s'agira ici à la fois de reprendre les réflexions et les éléments de cette journée, tout en les complétant avec des points qui n'ont pas pu être abordés. Il permettra ainsi, nous l'espérons, à la fois de donner un aperçu du système de formation vaudois pour les adultes et de ses différents acteurs, mais aussi de présenter certains projets-phares actuels dans ce domaine, destinés plus spécifiquement au public migrant.

Noémie Pétremand, chargée de projets au BCI.

Pour plus d'informations
www.orientation.ch

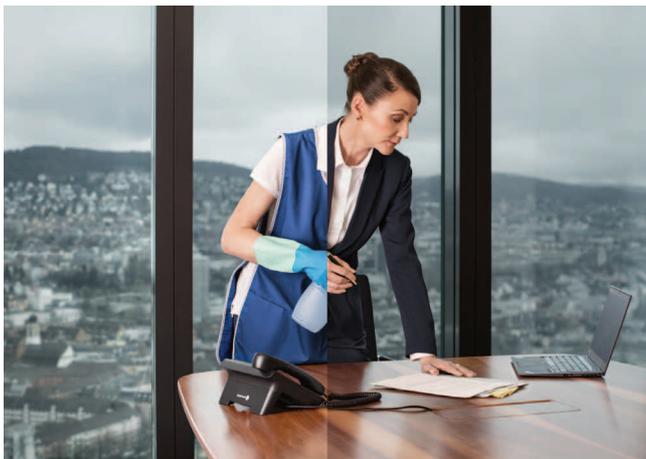
Centre d'orientation du canton de Vaud
www.vd.ch/orientation > contacts
Tél. 021 557 88 99

Une étude de l'EPER détaille le potentiel de main d'oeuvre en Suisse

Sur mandat de l'EPER, l'institut bâlois B.S.S. a mené une enquête afin de déterminer si les entreprises suisses décelaient un potentiel d'emploi parmi quatre groupes cibles : les migrants hautement qualifiés, les migrants et Suisses peu qualifiés, les personnes d'un certain âge et les jeunes socialement défavorisés.

Quarante-huit entreprises suisses de cinq secteurs d'activité confrontées à une pénurie de main-d'œuvre qualifiée ont été interrogées sur les motifs qui les inciteraient à employer davantage de personnes issues de ces quatre groupes cibles, sur les obstacles inhérents à ce recrutement et sur le type de soutien dont elles auraient besoin en leur qualité d'employeurs.

Les secteurs d'activité pris en considération dans cette étude incluent des professions de la construction, de l'hôtellerie, de l'informatique, de l'ingénierie et de la santé.



©EPER

De la théorie à la pratique : un parcours semé d'embûches

Parmi les obstacles au recrutement de personnes migrantes hautement qualifiées d'Etats tiers, les plus souvent cités sont le manque de reconnaissance des diplômes et certificats de travail étrangers, les importantes contraintes administratives, par exemple

pour l'obtention d'autorisations, et le risque élevé de conflits découlant de différences culturelles.

Aide aux entreprises

Entre autres objectifs, l'étude visait à identifier les aides aux entreprises qui reconnaissent un potentiel fondamental au groupe des migrants hautement qualifiés. Celles-ci ont indiqué qu'elles embaucheraient davantage de personnes hautement qualifiées originaires d'Etats tiers si elles pouvaient compter sur les aides ci-contre.

Nina Gilgen

AIDE AUX ENTREPRISES

1. Promotion linguistique

La promotion linguistique est l'aide la plus citée par les entreprises. Des cours de langue peuvent être dispensés en interne ou en externe, en collaboration avec d'autres entreprises et associations.

2. Aide à l'interprétation des diplômes étrangers

La reconnaissance des diplômes étrangers constitue souvent un problème pour les entreprises. Huit des 43 employeurs interrogés prônent une aide à l'interprétation des diplômes étrangers afin d'établir des correspondances élémentaires entre les formations suisses et des diplômes de formation d'Etats tiers. Cela faciliterait l'évaluation des compétences et l'historique professionnel des candidats et candidates.

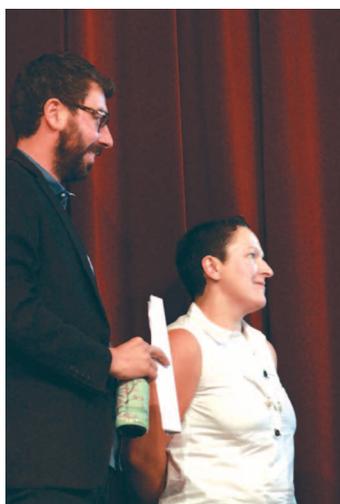
3. Aide à l'intégration

Certains employeurs redoutent que les divergences entre milieux culturels entraînent des conflits. Pour endiguer ce risque, six des 43 entreprises interrogées ont indiqué souhaiter une aide à l'intégration, par exemple sous la forme de cours sur la vie en Suisse et la culture helvétique.

Retour sur les Assises de l'Immigration 2015

Organisée par la Chambre cantonale consultative des immigrés (CCCI), la 13e édition des Assises vaudoises de l'immigration a réuni près de 150 personnes le samedi 29 août à Avenches. Des représentants du monde politique, économique, associatif, syndical et de l'administration ont abordé la thématique de la formation et de la qualification des adultes.

Dans le cadre des 13e Assises de l'immigration, la Chambre cantonale consultative des immigrés (CCCI) a ouvert le débat sur la formation des adultes comme étant un moyen de valoriser la main-d'œuvre non qualifiée. Dans le contexte de l'initiative dite «Stop à l'immigration de masse» adoptée le 9 février 2014, qui prévoit une limitation de l'immigration, la formation des adultes revêt une importance particulière pour répondre aux besoins de main d'œuvre de l'économie et du marché du travail.



©BCI

Andrea Leoni et Maximina Bard du projet PROGREDIR de l'ECAP - UNIA

Plusieurs exposés et une table ronde rassemblant des représentants de l'économie (CVCI, GastroVaud, Fédération des entrepreneurs), du monde politique, des pouvoirs publics (SEFRI, OCOSP, EVAM) et des associations (ECAP) ont souligné l'importance de l'entrée et du maintien dans l'emploi de la population active en favorisant l'obtention d'un premier niveau de qualification reconnu (CFC et AFP) notamment pour les publics les plus faiblement qualifiés.

Si le système suisse de formation offre de multiples possibilités pour les adultes, les intervenants des Assises ont relevé la difficulté d'y accéder pour beaucoup de migrants. Ils ont souligné en particulier l'importance de préparer et accompagner les personnes en amont pour qu'elles puissent se doter au préalable de certaines compétences de base.

L'intérêt de développer les validations officielles des acquis professionnels, comme la mise en valeur, par exemple à travers des stages en entreprise, des compétences des migrants récemment arrivés a été à plusieurs reprises évoqué. Le travail en partenariat entre tous les acteurs institutionnels dans le domaine de la formation des migrants a été qualifié d'essentiel.

La remise du « Prix du Milieu du Monde » a clôturé l'événement. Depuis 2009, ce prix de la CCCI, d'un montant de 5000 francs, récompense les projets qui contribuent à la compréhension mutuelle entre les habitants du canton, suisses et étrangers. Le jury, conduit par Madame Roxanne Meyer Keller, présidente du Grand Conseil, a désigné pour lauréats les projets « La maison des enfants de Nyon » porté par l'association du même nom, et « Apprendre - partager - participer : vivre ici et en français », de l'association pour le français à Clarens.

*Julien Bourgnon, Leïla Rouiller,
chargés de projets au BCI.*

QUELQUES RECOMMANDATIONS

1. Faciliter l'accès aux compétences de base – français oral et écrit, calcul ou encore technologies de l'information – pour les primo-arrivants et les migrants établis de longue date.
2. Créer des mesures de formation de base en entreprise – français oral et écrit, calcul ou encore technologies de l'information – afin de favoriser le maintien en emploi et l'accès à d'autres formations.
3. Augmenter l'accès aux attestations de formation professionnelle (AFP) pour le public migrant.

CORREF à Lausanne: un florilège de formations pour maîtriser les compétences de base

Parler français sans avoir peur, se doter de techniques de mémorisation, se familiariser avec l'environnement et les institutions suisses, calculer dans la vie de tous les jours: voilà une partie des nombreuses compétences complémentaires que l'on peut acquérir à Corref dès un niveau de français A1.

D'autres formations, avec un pré-requis en français allant des niveaux A2 à B2, enrichissent notre offre. Nos prestations visent tant l'intégration sociale que l'insertion professionnelle, avec en ligne de mire l'accès à des formations qualifiantes: l'apprentissage du calcul (tests d'aptitudes...) ou du français écrit (lettres administratives, écrits professionnels, examens...) est complété par des formations favorisant l'acquisition de compétences méthodologiques (apprendre à apprendre), ainsi que l'autonomie en gestion domestique (budget et papier) ou la citoyenneté.

Corref forme tant les migrants que les Suisses: nos participants ont des profils variés - des primo-arrivants côtoient des personnes installées de longue date en passe de se faire naturaliser ou des personnes du cru. Les niveaux de formation sont également divers: certains participants font l'apprentissage des quatre opérations de base alors que d'autres ont un niveau de formation élevé mais un parcours de vie marqué par des ruptures. Les objectifs sont adaptés à leurs besoins spécifiques.

Exemples de formations (niveau A1 pré-requis):

- Destination français
- Apprendre à apprendre
- La Ville autrement en six visites guidées
- Calculs

Pour plus d'informations: www.corref.ch

Inscription au 021 341 71 11, administration@corref.ch

Nos prestations sont financées par la ville de Lausanne et avec le soutien du BCI. Elles sont accessibles à toute personne adulte, suisse ou étrangère, habitant Lausanne, en situation de précarité économique et/ou sociale, ne bénéficiant pas d'autre mesure de formation et désirant améliorer ses connaissances scolaires, ou ses qualifications professionnelles, et mieux s'intégrer.

Nos formations sont gratuites; seule l'inscription, d'un montant de CHF 10.- par cours, est payante. Les bénéficiaires EVAM et CSIR de tout le Canton ont également accès à nos prestations sur accord et décision de leur référent institutionnel.

Carmen Crisan, adjointe à la Direction, Corref.



Le projet «Progredir» pour la formation professionnelle des femmes migrantes



En 2008, un sondage effectué auprès des membres d'origine migrante d'Unia a démontré que les femmes de langue portugaise sont les plus discriminées dans l'accès à la formation professionnelle. Les certificats que ces dames ont obtenus dans leur pays d'origine ne sont souvent pas reconnus en Suisse. De ce fait, la plupart d'entre-elles se voit contrainte de travailler dans des secteurs peu qualifiés et précaires. Ces travailleuses exercent leur activité pendant plusieurs années dans la même branche en tant que personnel non qualifié, sans avoir accès à la formation professionnelle et n'ont, de ce fait, aucune chance d'évoluer sur le marché du travail. Sur la base de ce constat, la fondation ECAP et le syndicat Unia ont proposé en 2009 le projet pilote PROGREDIR, un parcours formatif destiné à des femmes lusophones actives dans l'hôtellerie, le nettoyage et le commerce de détail. Le succès de la première édition du projet, qui a vu 14 femmes obtenir un CFC (certificat fédéral de capacité) ou un AFP (attestation fédérale de formation professionnelle) dans leurs branches professionnelles, a poussé les organisateurs à ouvrir le projet à un plus large public.

En septembre 2015, grâce notamment aux financements du Bureau cantonal pour l'intégration des étrangers et la prévention du racisme (BCI), des commissions paritaires du nettoyage et de l'hôtellerie ainsi que du syndicat Unia, la troisième édition de PROGREDIR a démarré. La nouvelle édition du projet s'adresse aux femmes migrantes travaillant dans les secteurs d'activité du nettoyage, de l'intendance et de l'hôtellerie. Le parcours formatif permet à une vingtaine d'apprenantes de faire le point sur leur situation professionnelle, d'améliorer leurs connaissances générales et linguistiques et d'élargir leurs compétences professionnelles. L'objectif est d'offrir à des travailleuses migrantes faiblement qualifiées la possibilité d'accéder à la formation professionnelle et pour celles qui répondent aux critères, d'accéder à un titre de qualification reconnu. La participation ne requiert aucune qualification post-obligatoire, elle est ouverte à toute femme possédant des connaissances de base en français et détenant une expérience professionnelle certifiée en Suisse depuis un certain nombre d'années dans les branches du nettoyage ou de l'hôtellerie.

Le syndicat Unia est responsable du recrutement des futures apprenantes. L'ECAP étudie les dossiers des participantes, les soutient dans leurs démarches et les accompagne tout au long de leur formation. Celle-ci débute par un bilan de compétences qui permet d'adapter la formation aux besoins et aux compétences des participantes. La formation théorique et pratique, qui compte plus de 360 périodes, se déroule pendant deux ans et permet aux apprenantes de maîtriser les compétences décrites dans les profils professionnels de la branche dans laquelle elles se seront formées. La fondation ECAP collabore avec des écoles professionnelles chargées des procédures d'examens cantonaux et bénéficie d'un staff de formateurs qualifiés et très motivés. En plus des cours de techniques professionnelles, les participantes doivent suivre des modules de communication professionnelle, de culture générale, de compétences de base et de marché du travail suisse. Des séminaires facultatifs, des workshops et des soirées thématiques sont proposés tout au long de la formation : «Egalité des chances dans les métiers des services», «Droit du travail», «Rédaction d'un CV», etc.

Grâce à PROGREDIR, plus de 200 femmes migrantes ont pu effectuer un bilan de compétences et être orientées.

Pour celles qui ne remplissaient pas les critères d'inscription au projet, la fondation ECAP a pu trouver des formations alternatives comme des cours de français ou des parcours de validation des acquis. Parmi celles qui ont mené à terme la formation professionnelle, plus de 30 apprenantes ont obtenu un CFC, 7 autres se présenteront aux examens 2016 et environ 15 à ceux de 2017. L'excellente collaboration entre ECAP et le syndicat Unia ainsi que l'effort octroyé par les bailleurs de fond devraient permettre à PROGREDIR de devenir une offre régulière qui pourra être présentée chaque année à partir de 2017.

Andrea Leoni, coordinateur régional Ecap Vaud.

UNIA : la formation comme moyen d'intégration sociale et professionnelle

Le syndicat Unia est la plus grande organisation d'étrangers de Suisse. Il accueille des femmes et des hommes de toutes nationalités, croyances et origines. Dès sa fondation, notre syndicat a toujours été ouvert aux camarades venus d'ailleurs et nous continuons à travailler ensemble à leur intégration sociale et professionnelle.

La crise, le dumping social et la montée de la xénophobie, ont détruit l'unité de la classe ouvrière en Europe, et ont expédié en Suisse ces dernières années beaucoup des jeunes migrants, dont une bonne partie qualifiés, ne maîtrisant pas les langues nationales. En effet, maîtriser la langue du pays et de la région d'accueil, est pour les étrangers fraîchement arrivés le tremplin pour améliorer leurs conditions de travail et vie sociale.

Unia Vaud organise depuis 2004 des cours de français, d'abord en partenariat avec l'association « Français en Jeu » et depuis 2009 à ce jour, avec l'institut de formation ECAP. Ces cours, d'abord adressés aux employés agricoles, se sont ouverts aux métiers de la construction, des nettoyages et aux jardiniers-paysagistes. Grâce aux contributions des autorités cantonales (le BCI) et des fonds paritaires de ces métiers, Unia Vaud et Ecap, ont organisé des cours de français et d'intégration dans les différentes villes du canton. Le but de ces cours était de permettre aux apprenants :

- d'améliorer leurs connaissances du français, notamment leurs capacités d'expression et de compréhension orale, dans les domaines de la vie quotidienne.
- d'avoir accès à des informations et à des documents dans les domaines social et professionnel, susceptibles de faciliter leur processus d'intégration.
- d'acquérir des outils et des connaissances linguistiques spécifiques de chaque métier pour favoriser leur processus de développement professionnel ou de réinsertion professionnelle.

L'excellent travail d'information et de recrutement fait par les secrétaires Unia Vaud a permis à 225 migrants de participer à ces cours, et à 182 d'entre eux, d'obte-

nir leurs attestations de niveau, après avoir passé leurs tests d'évaluation fin juin, et fin décembre 2014.



©UNIA

De plus, Unia Vaud en collaboration avec l'institut EFFE a continué en 2014 sur Lausanne et Yverdon la formation « Bilan de compétences », occasion pour des femmes travaillant dans le commerce de détail et souhaitant réorienter leur carrière professionnelle, d'apprendre à valider et à revaloriser leurs acquis.

L'institut de formation des syndicats, MOVENDO a continué ses cours de formation dans des domaines tels que l'Histoire du mouvement syndical, les enjeux politiques et économiques en Suisse, le droit du travail, les assurances sociales et bien d'autres sujets toujours recherchés et appréciés de nos militants.

Le programme de formation professionnelle pour femmes migrantes dans les métiers du nettoyage et hôtellerie-restauration, Progredir III, a démarré en septembre avec 25 participantes. Une bonne partie d'entre elles doit se présenter aux examens pour l'obtention d'un CFC en juin 2017.

Enfin, les offres de formation mises à disposition des membres et militants d'Unia Vaud ne cessent de s'améliorer; elles sont une avancée dans l'affermissement des perspectives d'un meilleur avenir pour tous les intervenants et pour le futur de notre mouvement syndical.

Amilcar Cunha, secrétaire syndical d'Unia.

«Je me suis sentie chez moi, dès que j'ai pu m'exprimer en français...»

D'origine syrienne, Maïssa Khubieh est arrivée dans le canton de Vaud il y a plus de 30 ans. Elle nous livre son parcours entre intégration sociale et professionnelle.

J'ai quitté la Syrie pour la Suisse, afin de rejoindre mon mari qui étudiait à l'EPFL. J'ai commencé par suivre des cours de français intensif pendant une année, puis je suis tombée enceinte de ma première fille. Ma grossesse a été assez difficile, j'ai dû rester à la maison. Durant cette période, je passais beaucoup de temps devant la télévision, ce qui a favorisé mon apprentissage du français. Après la naissance de mon enfant, j'ai voulu démarrer des études à l'université mais j'ai eu beaucoup de mal à faire reconnaître mon BAC obtenu en Syrie. J'ai donc dû passer des examens préalables pour me permettre de suivre une filière en français langue étrangère à l'Université de Lausanne. Durant nos études, mon mari et moi n'avons pu mettre notre fille en crèche, faute de place. Nous avons donc dû faire appel à une maman de jour. Ma deuxième fille est née après l'obtention de mon diplôme.

En 1992, nous sommes partis pour la France, où j'ai commencé une maîtrise de FLE (français langue étrangère) d'une année, suivi d'un master en langues et cultures étrangères puis un autre master en traduction. A la fin de ce cursus, et après un troisième enfant, à nouveau une fille, j'ai réalisé mon premier stage en entreprise. Ce premier contact avec le monde du travail, qui ne devait durer qu'un mois, a abouti à un emploi fixe. J'ai passé en tout sept années à un poste de secrétaire comptable au sein de la même société. Ce travail n'avait aucun lien avec ma formation initiale mais j'ai simplement voulu saisir cette opportunité.



Après plus de vingt ans passés en France, pays dont j'avais acquis la nationalité, nous sommes revenus en Suisse. Dès mon arrivée, j'ai cherché à travailler dans le domaine de l'interprétariat et de la traduction. Je n'ai trouvé aucun poste fixe, uniquement des missions occasionnelles à la police. En parallèle, je donnais des cours privés d'arabe et de soutien scolaire. J'ai essayé de postuler dans une école pour des cours d'appuis, on m'a répondu que j'avais les compétences requises mais que le port du voile en classe ne serait pas possible. En venant en Suisse, je pensais que cela serait plus facile qu'en France, que les gens seraient plus ouverts, d'autant qu'il s'agissait de devoirs surveillés...

Je n'ai pas connu de problèmes liés à la reconnaissance de mes diplômes. Mon principal obstacle était mon « apparence ».

Aujourd'hui, je partage mon temps principalement entre les cours privés que je donne et mes activités de bénévole à l'association Français en Jeu. Depuis l'arrivée d'un grand nombre de Syriens en Suisse, j'apporte également mon soutien à l'EVAM (Etablissement vaudois d'accueil des migrants). Je partage mon expérience, j'essaie d'aider du mieux que je peux les personnes qui arrivent ici et qui ont fui la guerre. Ce que je tiens à mettre en avant, c'est que cela a pris du temps pour me sentir intégrée, j'ai dû faire beaucoup d'efforts pour apprendre le français. Dès que j'ai su m'exprimer, j'ai pu interagir avec d'autres personnes et j'ai vraiment commencé à me sentir « chez moi ». L'isolement provient principalement de la non connaissance de la langue. C'est une étape essentielle pour accéder au marché du travail et vivre au quotidien dans son nouvel environnement.

Propos recueillis par Leïla Rouiller, chargée de projets au BCI.

Actualités du réseau «Intégration»

Projet photo «Sport et intégration» - centre des jeunes de Bex

Dans le cadre d'un projet photos sur la thématique du sport et de l'intégration, le Centre des jeunes de Bex, Le Minot, a dressé le portrait de jeunes adultes d'origine étrangère.

Réalisé au printemps 2015, les photos illustrent la place du sport dans le processus d'intégration de trois jeunes sportifs amateurs. Sous la houlette de l'animateur du centre, Sébastien Schafer, les photos



ont été pensées et produites avec le soutien des jeunes qui se sont impliqués tout au long du processus. « Le sport peut être un facilitateur d'intégration sociale. Il permet de faire des rencontres et de s'inscrire dans une vie associative indifféremment de toute nationalité ou situation légale concernant le séjour », souligne Sébastien Schafer.

Pour plus d'informations: www.leminot.ch

Prix du Milieu du Monde 2015

Le «Prix du Milieu du Monde» a été décerné durant les Assises de l'immigration, qui se sont déroulées le 29 août dernier à Avenches. Depuis 2009, ce prix de la Chambre cantonale consultative des immigrés (CCCI), d'un montant de 5000 francs, récompense les projets qui contribuent à la compréhension mutuelle entre les habitants du canton, suisses et étrangers.



Le jury, conduit par Madame Roxanne Meyer Keller, présidente du Grand Conseil, a désigné pour lauréats les projets «La maison des enfants de Nyon» porté par l'association du même nom, et «Apprendre - partager - participer : vivre ici et en français», de l'association pour le français à Clarens.

Pour plus d'informations:

www.maisondesenfants.ch
www.francais-clarens.ch/home
www.ch/ccci

Nouvelle brochure d'information destinée aux réfugiés et aux personnes admises à titre provisoire

Les réfugiés reconnus et les personnes admises à titre provisoire reçoivent désormais, conjointement avec la décision d'asile, une brochure d'information sur les droits et devoirs durant leur séjour en Suisse. Celle-ci remplace la notice utilisée jusqu'à présent.

Cette brochure fournit des informations succinctes,

dans un langage simple, sur de nombreux thèmes: statut juridique, bases légales, permis de séjour, lieu de domicile, changement de canton, voyage à l'étranger, regroupement familial, intégration, encouragement de l'intégration, école, travail, formation continue, santé, assurances sociales, taxe spéciale et aide sociale.

Cette brochure est disponible en 12 langues.

Pour plus d'informations: www.sem.admin.ch

1001 Histoires dans les langues du monde

Destiné aux familles allophones avec enfants en bas âge, 1001 histoires propose des animations en langue d'origine (albanais, arabe, bosnien-croate-serbe, espagnol, portugais, somali, tamoul et turc) autour des récits (histoires, comptines, jeux). Ce projet a pour objectif de soutenir et consolider la langue d'origine - dès le plus jeune âge - facilitant ainsi l'apprentissage du français et l'intégration des familles migrantes.

L'agenda où figurent les animations 2015 à Lausanne, à Renens et à Vevey se trouve sur le site: www.isjm.ch/medias

Pour plus d'informations : Institut suisse Jeunesse et Médias, Bianca Zanini, tél. 021 311 5220, ou bianca.zanini@isjm.ch



Evènements du 01.12.2015 au 31.03.2016

Décembre

Quoi? «Mieux maîtriser ma communication dans un contexte inter-culturel». Formation de l'OSAR.

Quand? 30 novembre et 1er décembre 2015

Où? Lausanne

Plus d'infos: www.osar.ch/formation/adultes ou 021 320 56 41

Quoi? «Calculs». Formation gratuite de la CIFEA.

Quand? Test le 1er décembre

Où? Place de la Gare 10, 1003 Lausanne

Plus d'infos: www.corref.ch ou 021 341 71 11

Quoi? «Initiation au mouvement». Animation pour les femmes migrantes.

Quand? le 3 et 10 décembre de 9h30 à 11h

Où? Espace Trait d'Union, Yverdon

Plus d'infos: www.appartenances.ch ou 079 298 08 27

Quoi? «Soupes d'ici et d'ailleurs». Soupes pour tous et à déguster gratuitement.

Quand? le 8 décembre 2015 16h - 20h

Où? Parvis de la Gare, Yverdon

Plus d'infos: 024 425 32 22

Quoi? «Fête de Noël». Exposition, Père Noël et collation. **Quand?** le 12 décembre 2015 15h - 22h.

Où? Tivoli 14, 1007 Lausanne

Plus d'infos: 021 648 26 67.

Quoi? «Marché de Noël solidaire». Faire plaisir au Nord comme au Sud.

Quand? les 10-11 décembre de 17h à 22h et le 12 décembre de 10h à 18h.

Où? J.-J. Mercier 3, 1003 Lausanne

Plus d'infos: www.polesud.ch ou 021 311 50 46

Janvier

Quoi? «Apprendre à apprendre». Formation gratuite pour les adultes lausannois.

Quand? Du 12 janvier au 22 mars 2016, les mardis 14h - 16h30

Où? Place de la Gare 10, 1003 Lausanne

Plus d'infos: www.corref.ch ou 021 341 71 11

Quoi? «Votre ville, Votre vie, Votre voix». Informations sur le droit de vote des personnes immigrées.

Quand? janvier - février 2016

Où? Lausanne

Plus d'infos: www.lausanne.ch/bli ou 021 315 72 45

Février

Quoi? «Droit des étrangers».

Formation pour les professionnels: introduction au droit suisse des étrangers.

Quand? le mardi 2 février 2016 9h-16h.

Où? CSP, Place Arlaud 2, 1003 Lausanne

Plus d'infos: www.csp.ch ou 021 213 03 53

Quoi? «Dynamique de groupe».

Formation animée par Jérémie Schaeli et Philippe Beck

Quand? le 6 février 2016

Plus d'infos: www.cenac.ch ou 021 661 24 34

Mars

Quoi? «Semaine de lutte contre le racisme». Une multitude d'activités diverses et variées pour valoriser la diversité culturelle et lutter contre les discriminations portées par de nombreux acteurs vaudois.

Quand? 21 au 30 mars 2016

Où? Canton de Vaud

Plus d'infos: www.semainecontrele-racisme.ch

CONTACTS - IMPRESSUM

Ce bulletin d'information est ouvert à celles et ceux qui mettent en place des projets et des activités visant l'intégration. Responsables rédaction: Noémie Pétremand et Leïla Rouiller, Bureau cantonal pour l'intégration des étrangers et la prévention du racisme, 021 316 49 59, info.integration@vd.ch

Contacts pour déposer un projet, par région:

Antenne de Bex: Sarah Laroche-Neji, régions Aigle et Pays-d'Enhaut, 079 303 28 10, sarah.laroche-neji@vd.ch

Antenne de Vevey: Céline Exquis, régions Est lausannois, Lauvoux-Oron et Riviera, 021 316 49 59, celine.exquis@vd.ch

Antennes de Nyon et de Renens: Migjen Kajtazi, régions de la Côte et de l'Ouest lausannois, 079 303 28 23, migjen.kajtazi@vd.ch

Antenne d'Yverdon-les-Bains: Kanga Zili, régions de la Broye et du Nord Vaudois, 079 101 27 67, kanga.zili@vd.ch

Cette publication est soutenue par le crédit du Secrétariat d'Etat aux migrations (SEM) destiné à l'intégration des étrangers.

Impressum: Editeur responsable: Bureau cantonal pour l'intégration des étrangers et la prévention du racisme | Ont collaboré à ce numéro: Julien Bourgnon, Carmen Crisan, Amílcar Cunha, Nina Gilgen, Maïssa Khubieh, Andrea Leoni, Sébastien Schafer, Bianca Zanini | Réalisation: Noémie Pétremand et Leïla Rouiller | Corrections: Prisca Dessonnaz et Isaline Bigler | Maquette originale: Aude Ferla: www.latelierdeaude.ch | Impression: Groux arts graphiques SA | Tirage: 2'000 exemplaires |